Journal officiel
de l'Union européenne

FR
Série L

2024/2465

12.9.2024

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2024/2465 DE LA COMMISSION

du 10 septembre 2024

modifiant les règlements relatifs à des mesures restrictives et établissant pour les annexes de ces règlements une liste unique contenant les coordonnées des autorités compétentes des États membres et l'adresse à utiliser pour les notifications à la Commission européenne

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 215,

vu le règlement (CE) nº 2580/2001 du Conseil du 27 décembre 2001 concernant l'adoption de mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ([1]), et notamment son article 7,

vu le règlement (CE) nº 881/2002 du Conseil du 27 mai 2002 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées aux organisations EIIL (Daech) et Al-Qaida ([2]), et notamment son article 7, paragraphe 1, point b),

vu le règlement (CE) nº 147/2003 du Conseil du 27 janvier 2003 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Somalie ([3]), et notamment son article 6 *bis*,

vu le règlement (CE) nº 1210/2003 du Conseil du 7 juillet 2003 concernant certaines restrictions spécifiques applicables aux relations économiques et financières avec l'Iraq et abrogeant le règlement (CE) nº 2465/96 ([4]), et notamment son article 11, point c),

vu le règlement (CE) nº 314/2004 du Conseil du 19 février 2004 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Zimbabwe ([5]), et notamment son article 11, point a),

vu le règlement (CE) nº 1183/2005 du Conseil du 18 juillet 2005 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en République démocratique du Congo ([6]), et notamment son article 9, paragraphe 6,

vu le règlement (CE) nº 305/2006 du Conseil du 21 février 2006 instituant des mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes soupçonnées d'être impliquées dans l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais M. Rafiq Hariri ([7]), et notamment son article 8, paragraphe 1, point b),

vu le règlement (CE) nº 765/2006 du Conseil du 18 mai 2006 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Biélorussie et de l'implication de la Biélorussie dans l'agression russe contre l'Ukraine ([8]), et notamment son article 8,

vu le règlement (CE) nº 1412/2006 du Conseil du 25 septembre 2006 concernant certaines mesures restrictives à l'égard du Liban ([9]), et notamment son article 5,

([1]) JO L 344 du 28.12.2001, p. 70, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2001/2580/oj.
([2]) JO L 139 du 29.5.2002, p. 9, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2002/881/oj.
([3]) JO L 24 du 29.1.2003, p. 2, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2003/147/oj.
([4]) JO L 169 du 8.7.2003, p. 6, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2003/1210/oj.
([5]) JO L 55 du 24.2.2004, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2004/314/oj.
([6]) JO L 193 du 23.7.2005, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2005/1183/oj.
([7]) JO L 51 du 22.2.2006, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2006/305/oj.
([8]) JO L 134 du 20.5.2006, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2006/765/oj.
([9]) JO L 267 du 27.9.2006, p. 2, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2006/1412/oj.

vu le règlement (UE) nº 1284/2009 du Conseil du 22 décembre 2009 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Guinée ([10]), et notamment son article 15,

vu le règlement (UE) nº 356/2010 du Conseil du 26 avril 2010 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes physiques ou morales, entités ou organismes, en raison de la situation en Somalie ([11]), et notamment son article 11,

vu le règlement (UE) nº 101/2011 du Conseil du 4 février 2011 concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, entités et organismes au regard de la situation en Tunisie ([12]), et notamment son article 11,

vu le règlement (UE) nº 359/2011 du Conseil du 12 avril 2011 concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, entités et organismes au regard de la situation en Iran ([13]), et notamment son article 11,

vu le règlement (UE) nº 753/2011 du Conseil du 1er août 2011 concernant des mesures restrictives instituées à l'encontre de certains groupes et de certaines personnes, entreprises ou entités au regard de la situation en Afghanistan ([14]), et notamment son article 10,

vu le règlement (UE) nº 36/2012 du Conseil du 18 janvier 2012 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Syrie et abrogeant le règlement (UE) nº 442/2011 ([15]), et notamment son article 31,

vu le règlement (UE) nº 267/2012 du Conseil du 23 mars 2012 concernant des mesures restrictives à l'encontre de l'Iran et abrogeant le règlement (UE) nº 961/2010 ([16]), et notamment son article 45,

vu le règlement (UE) nº 377/2012 du Conseil du 3 mai 2012 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Guinée-Bissau ([17]), et notamment son article 10,

vu le règlement (UE) nº 401/2013 du Conseil du 2 mai 2013 concernant des mesures restrictives instituées en raison de la situation au Myanmar/en Birmanie et abrogeant le règlement (CE) nº 194/2008 ([18]), et notamment son article 7,

vu le règlement (UE) nº 208/2014 du Conseil du 5 mars 2014 concernant des mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes, de certaines entités et de certains organismes eu égard à la situation en Ukraine ([19]), et notamment son article 13,

vu le règlement (UE) nº 224/2014 du Conseil du 10 mars 2014 concernant des mesures restrictives eu égard à la situation en République centrafricaine ([20]), et notamment son article 16,

vu le règlement (UE) nº 269/2014 du Conseil du 17 mars 2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine ([21]), et notamment son article 13,

([10]) JO L 346 du 23.12.2009, p. 26, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2009/1284/oj.
([11]) JO L 105 du 27.4.2010, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2010/356/oj.
([12]) JO L 31 du 5.2.2011, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2011/101/oj.
([13]) JO L 100 du 14.4.2011, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2011/359/oj.
([14]) JO L 199 du 2.8.2011, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2011/753/oj.
([15]) JO L 16 du 19.1.2012, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2012/36/oj.
([16]) JO L 88 du 24.3.2012, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2012/267/oj.
([17]) JO L 119 du 4.5.2012, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2012/377/oj.
([18]) JO L 121 du 3.5.2013, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2013/401/oj.
([19]) JO L 66 du 6.3.2014, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2014/208/oj.
([20]) JO L 70 du 11.3.2014, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2014/224/oj.
([21]) JO L 78 du 17.3.2014, p. 6, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2014/269/oj.

vu le règlement (UE) nº 692/2014 du Conseil du 23 juin 2014 concernant des mesures restrictives en réponse à l'annexion illégale de la Crimée et de Sébastopol ([22]), et notamment son article 9, paragraphe 4,

vu le règlement (UE) nº 747/2014 du Conseil du 10 juillet 2014 concernant des mesures restrictives eu égard à la situation au Soudan et abrogeant les règlements (CE) nº 131/2004 et (CE) nº 1184/2005 ([23]), et notamment son article 14,

vu le règlement (UE) nº 833/2014 du Conseil du 31 juillet 2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine ([24]), et notamment son article 7,

vu le règlement (UE) nº 1352/2014 du Conseil du 18 décembre 2014 concernant des mesures restrictives eu égard à la situation au Yémen ([25]), et notamment son article 14,

vu le règlement (UE) 2015/735 du Conseil du 7 mai 2015 concernant des mesures restrictives eu égard à la situation au Soudan du Sud et abrogeant le règlement (UE) nº 748/2014 ([26]), et notamment son article 19,

vu le règlement (UE) 2015/1755 du Conseil du 1er octobre 2015 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Burundi ([27]), et notamment son article 12,

vu le règlement (UE) 2016/44 du Conseil du 18 janvier 2016 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye et abrogeant le règlement (UE) nº 204/2011 ([28]), et notamment son article 20, point a),

vu le règlement (UE) 2016/1686 du Conseil du 20 septembre 2016 instituant des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de l'EIIL (Daech) et d'Al-Qaida ainsi que des personnes physiques et morales, des entités ou des organismes qui leur sont liés ([29]), et notamment son article 17,

vu le règlement (UE) 2017/1509 du Conseil du 30 août 2017 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République populaire démocratique de Corée et abrogeant le règlement (CE) nº 329/2007 ([30]), et notamment son article 46, point a),

vu le règlement (UE) 2017/1770 du Conseil du 28 septembre 2017 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Mali ([31]) et notamment son article 12, paragraphe 5,

vu le règlement (UE) 2017/2063 du Conseil du 13 novembre 2017 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Venezuela ([32]), et notamment son article 17, paragraphe 5,

vu le règlement (UE) 2018/1542 du Conseil du 15 octobre 2018 concernant des mesures restrictives de lutte contre la prolifération et l'utilisation d'armes chimiques ([33]), et notamment son article 12, paragraphe 5,

vu le règlement (UE) 2019/796 du Conseil du 17 mai 2019 concernant des mesures restrictives contre les cyberattaques qui menacent l'Union ou ses États membres ([34]), et notamment son article 13, paragraphe 5,

([22]) JO L 183 du 24.6.2014, p. 9, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2014/692/oj.
([23]) JO L 203 du 11.7.2014, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2014/747/oj.
([24]) JO L 229 du 31.7.2014, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2014/833/oj.
([25]) JO L 365 du 19.12.2014, p. 60, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2014/1352/oj.
([26]) JO L 117 du 8.5.2015, p. 13, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2015/735/oj.
([27]) JO L 257 du 2.10.2015, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2015/1755/oj.
([28]) JO L 12 du 19.1.2016, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2016/44/oj.
([29]) JO L 255 du 21.9.2016, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2016/1686/oj.
([30]) JO L 224 du 31.8.2017, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2017/1509/oj.
([31]) JO L 251 du 29.9.2017, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2017/1770/oj.
([32]) JO L 295 du 14.11.2017, p. 21, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2017/2063/oj.
([33]) JO L 259 du 16.10.2018, p. 12, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2018/1542/oj.
([34]) JO L 129 I du 17.5.2019, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2019/796/oj.

vu le règlement (UE) 2019/1716 du Conseil du 14 octobre 2019 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Nicaragua ([35]), et notamment son article 17, paragraphe 4,

vu le règlement (UE) 2019/1890 du Conseil du 11 novembre 2019 concernant des mesures restrictives en raison des activités de forage non autorisées menées par la Turquie en Méditerranée orientale ([36]), et notamment son article 12, paragraphe 5,

vu le règlement (UE) 2020/1998 du Conseil du 7 décembre 2020 concernant des mesures restrictives en réaction aux graves violations des droits de l'homme et aux graves atteintes à ces droits ([37]), et notamment son article 14, paragraphe 5,

vu le règlement (UE) 2021/1275 du Conseil du 30 juillet 2021 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Liban ([38]), et notamment son article 13, paragraphe 5,

vu le règlement (UE) 2022/263 du Conseil du 23 février 2022 concernant des mesures restrictives en réaction à la reconnaissance, à l'occupation et à l'annexion illégales par la Fédération de Russie de certaines zones d'Ukraine non contrôlées par le gouvernement ([39]), et notamment son article 12,

vu le règlement (UE) 2022/2309 du Conseil du 25 novembre 2022 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Haïti ([40]), et notamment son article 15,

vu le règlement (UE) 2023/888 du Conseil du 28 avril 2023 concernant des mesures restrictives en raison des actions déstabilisant la République de Moldavie ([41]), et notamment son article 13, paragraphe 5,

vu le Règlement (UE) 2023/1529 du Conseil du 20 juillet 2023 concernant des mesures restrictives en raison du soutien militaire de l'Iran à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, ainsi qu'à des groupes armés et des entités au Moyen-Orient et dans la région de la mer Rouge ([42]), et notamment son article 7, paragraphe 5,

vu le règlement (UE) 2023/2147 du Conseil du 9 octobre 2023 concernant des mesures restrictives en raison d'activités compromettant la stabilité et la transition politique du Soudan ([43]), et notamment son article 13, paragraphe 5, vu le règlement (UE) 2023/2406 du Conseil du 23 octobre 2023 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Niger ([44]), et notamment son article 13, paragraphe 5,

vu le règlement (UE) 2024/287 du Conseil du 12 janvier 2024 concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Guatemala ([45]), et notamment son article 13, paragraphe 5,

vu le règlement (UE) 2024/386 du Conseil du 19 janvier 2024 instituant des mesures restrictives à l'encontre de ceux qui soutiennent, facilitent ou permettent des actions violentes du Hamas et du Jihad islamique palestinien ([46]), et notamment son article 13, paragraphe 5,

vu le règlement (UE) 2024/1485 du Conseil du 27 mai 2024 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Russie ([47]), et notamment son article 17, paragraphe 5,

considérant ce qui suit:

(1) Afin d'harmoniser et de mettre à jour les coordonnées des autorités compétentes des États membres au titre des règlements relatifs à des mesures restrictives, le présent règlement établit une liste unique des coordonnées des autorités compétentes des États membres et de l'adresse à utiliser pour les notifications à la Commission.

([35]) JO L 262 du 15.10.2019, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2019/1716/oj.
([36]) JO L 291 du 12.11.2019, p. 3, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2019/1890/oj.
([37]) JO L 410 I du 7.12.2020, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2020/1998/oj.
([38]) JO L 277 I du 2.8.2021, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2021/1275/oj.
([39]) JO L 42 I du 23.2.2022, p. 77, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2022/263/oj.
([40]) JO L 307 du 28.11.2022, p. 17, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2022/2309/oj.
([41]) JO L 114 du 2.5.2023, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2023/888/oj.
([42]) JO L 186 du 25.7.2023, p. 1, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2023/1529/oj.
([43]) JO L, 2023/2147, 11.10.2023, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2023/2147/oj.
([44]) JO L, 2023/2406, 24.10.2023, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2023/2406/oj.
([45]) JO L, 2024/287, 15.1.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2024/287/oj.
([46]) JO L, 2024/386, 19.1.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2024/386/oj.
([47]) JO L, 2024/1485, 27.5.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2024/1485/oj.

(2) La liste unique figurant dans le présent règlement, qui contient les coordonnées des autorités compétentes des États membres et l'adresse à utiliser pour les notifications à la Commission, remplace les listes spécifiques figurant dans le règlement (CE) nº 2580/2001 du Conseil, le règlement (CE) nº 881/2002 du Conseil, le règlement (CE) nº 147/2003 du Conseil, le règlement (CE) nº 1210/2003 du Conseil, le règlement (CE) nº 314/2004 du Conseil, le règlement (CE) nº 1183/2005 du Conseil, le règlement (CE) nº 305/2006 du Conseil, le règlement (CE) nº 765/2006 du Conseil, le règlement (CE) nº 1412/2006 du Conseil, le règlement (UE) nº 1284/2009 du Conseil, le règlement (UE) nº 356/2010 du Conseil, le règlement (UE) nº101/2011 du Conseil, le règlement (UE) nº 359/2011 du Conseil, le règlement (UE) nº 753/2011 du Conseil, le règlement (UE) nº 36/2012 du Conseil, le règlement (UE) nº 267/2012 du Conseil, le règlement (UE) nº 377/2012 du Conseil, le règlement (UE) nº 401/2013 du Conseil, le règlement (UE) nº 208/2014 du Conseil, le règlement (UE) nº 224/2014 du Conseil, le règlement (UE) nº 269/2014 du Conseil, le règlement (UE) nº 692/2014 du Conseil, le règlement (UE) nº 747/2014 du Conseil, le règlement (UE) nº 833/2014 du Conseil, le règlement (UE) nº 1352/2014 du Conseil, le règlement (UE) 2015/735 du Conseil, le règlement (UE) 2015/1755 du Conseil, le règlement (UE) 2016/44 du Conseil, le règlement (UE) 2016/1686 du Conseil, le règlement (UE) 2017/1509 du Conseil, le règlement (UE) 2017/1770 du Conseil, le règlement (UE) 2017/2063 du Conseil, le règlement (UE) 2018/1542 du Conseil, le règlement (UE) 2019/796 du Conseil, le règlement (UE) 2019/1716 du Conseil, le règlement (UE) 2019/1890 du Conseil, le règlement (UE) 2020/1998 du Conseil, le règlement (UE) 2021/1275 du Conseil, le règlement (UE) 2022/263 du Conseil, le règlement (UE) 2022/2309 du Conseil, le règlement (UE) 2023/888 du Conseil, le règlement (UE) 2023/1529 du Conseil, le règlement (UE) 2023/2147 du Conseil, le règlement (UE) 2023/2406 du Conseil, le règlement (UE) 2024/287 du Conseil, le règlement (UE) 2024/386 du Conseil et le règlement (UE) 2024/1485 du Conseil, et il convient dès lors de modifier ces règlements en conséquence,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'annexe du règlement (CE) nº 2580/2001 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 2

L'annexe II du règlement (CE) nº 881/2002 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 3

L'annexe I du règlement (CE) nº 147/2003 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 4

L'annexe V du règlement (CE) nº 1210/2003 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 5

L'annexe II du règlement (CE) nº 314/2004 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 6

L'annexe II du règlement (CE) nº 1183/2005 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 7

L'annexe II du règlement (CE) nº 305/2006 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 8

L'annexe II du règlement (CE) nº 765/2006 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 9

L'annexe du règlement (CE) nº 1412/2006 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 10

L'annexe III du règlement (UE) nº 1284/2009 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 11

L'annexe II du règlement (UE) nº 356/2010 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 12

L'annexe II du règlement (UE) nº 101/2011 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 13

L'annexe II du règlement (UE) nº 359/2011 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 14

L'annexe II du règlement (UE) nº 753/2011 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 15

L'annexe III du règlement (UE) nº 36/2012 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 16

L'annexe X du règlement (UE) nº 267/2012 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 17

L'annexe II du règlement (UE) nº 377/2012 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 18

L'annexe II du règlement (UE) nº 401/2013 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 19

L'annexe II du règlement (UE) nº 208/2014 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 20

L'annexe II du règlement (UE) nº 224/2014 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 21

L'annexe II du règlement (UE) nº 269/2014 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 22

L'annexe I du règlement (UE) nº 692/2014 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 23

L'annexe II du règlement (UE) nº 747/2014 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 24

L'annexe I du règlement (UE) nº 833/2014 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 25

L'annexe II du règlement (UE) nº 1352/2014 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 26

L'annexe III du règlement (UE) 2015/735 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 27

L'annexe II du règlement (UE) 2015/1755 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 28

L'annexe IV du règlement (UE) 2016/44 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 29

L'annexe II du règlement (UE) 2016/1686 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 30

L'annexe I du règlement (UE) 2017/1509 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 31

L'annexe II du règlement (UE) 2017/1770 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 32

L'annexe III du règlement (UE) 2017/2063 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 33

L'annexe II du règlement (UE) 2018/1542 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 34

L'annexe II du règlement (UE) 2019/796 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 35

L'annexe II du règlement (UE) 2019/1716 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 36

L'annexe II du règlement (UE) 2019/1890 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 37

L'annexe II du règlement (UE) 2020/1998 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 38

L'annexe II du règlement (UE) 2021/1275 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 39

L'annexe I du règlement (UE) 2022/263 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 40

L'annexe II du règlement (UE) 2022/2309 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 41

L'annexe II du règlement (UE) 2023/888 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 42

L'annexe I du règlement (UE) 2023/1529 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 43

L'annexe II du règlement (UE) 2023/2147 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 44

L'annexe II du règlement (UE) 2023/2406 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 45

L'annexe II du règlement (UE) 2024/287 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 46

L'annexe II du règlement (UE) 2024/386 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 47

L'annexe III du règlement (UE) 2024/1485 du Conseil est remplacée par la liste figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 48

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 10 septembre 2024.

Par la Commission,
au nom de la présidente,

Directeur général
Direction générale de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés des capitaux

ANNEXE

[Annexe du règlement (CE) nº 2580/2001 du Conseil et du règlement (CE) nº 1412/2006 du Conseil;

annexe I du règlement (CE) nº 147/2003 du Conseil, du règlement (UE) nº 692/2014 du Conseil, du règlement (UE) nº 833/2014 du Conseil, du règlement (UE) 2017/1509 du Conseil, du règlement (UE) 2022/263 du Conseil et du règlement (UE) 2023/1529 du Conseil;

annexe II du règlement (CE) nº 881/2002 du Conseil, du règlement (CE) nº 314/2004 du Conseil, du règlement (CE) nº 1183/2005 du Conseil, du règlement (CE) nº 305/2006 du Conseil, du règlement (CE) nº 765/2006 du Conseil, du règlement (UE) nº 356/2010 du Conseil, du règlement (UE) nº 101/2011 du Conseil, du règlement (UE) nº 359/2011 du Conseil, du règlement (UE) nº 753/2011 du Conseil, du règlement (UE) nº 377/2012 du Conseil, du règlement (UE) nº 401/2013 du Conseil, du règlement (UE) nº 208/2014 du Conseil, du règlement (UE) nº 224/2014 du Conseil, du règlement (UE) nº 269/2014 du Conseil, du règlement (UE) nº 747/2014 du Conseil, du règlement (UE) nº 1352/2014 du Conseil, du règlement (UE) 2015/1755 du Conseil, du règlement (UE) 2016/1686 du Conseil, du règlement (UE) 2017/1770 du Conseil, du règlement (UE) 2018/1542 du Conseil, du règlement (UE) 2019/796 du Conseil, du règlement (UE) 2019/1716 du Conseil, du règlement (UE) 2019/1890 du Conseil, du règlement (UE) 2020/1998 du Conseil, du règlement (UE) 2021/1275 du Conseil, du règlement (UE) 2022/2309 du Conseil, du règlement (UE) 2023/888 du Conseil, du règlement (UE) 2023/2147 du Conseil, du règlement (UE) 2023/2406 du Conseil, du règlement (UE) 2024/287 du Conseil et du règlement (UE) 2024/386 du Conseil;

annexe III du règlement (UE) nº 1284/2009 du Conseil, du règlement (UE) nº 36/2012 du Conseil, du règlement (UE) 2015/735 du Conseil, du règlement (UE) 2017/2063 du Conseil et du règlement (UE) 2024/1485 du Conseil;

annexe IV du règlement(UE) 2016/44 du Conseil;

annexe V du règlement (CE) nº 1210/2003 du Conseil;

annexe X du règlement (UE) nº 267/2012 du Conseil]

«BELGIQUE

https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/themes-politiques/paix-et-securite/sanctions

BULGARIE

https://www.mfa.bg/en/EU-sanctions

TCHÉQUIE

www.financnianalytickyurad.cz/mezinarodni-sankce.html

DANEMARK

https://um.dk/udenrigspolitik/sanktioner/ansvarlige-myndigheder

ALLEMAGNE

https://www.bmwi.de/Redaktion/DE/Artikel/Aussenwirtschaftembargos-aussenwirtschaftsrecht.html

ESTONIE

https://vm.ee/sanktsioonid-ekspordi-ja-relvastuskontroll/rahvusvahelised-sanktsioonid

IRLANDE

https://www.dfa.ie/our-role-policies/ireland-in-the-eu/eu-restrictive-measures/

GRÈCE

http://www.mfa.gr/en/foreign-policy/global-issues/international-sanctions.html

ESPAGNE

https://www.exteriores.gob.es/es/PoliticaExterior/Paginas/SancionesInternacionales.aspx

FRANCE

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/autorites-sanctions/

CROATIE

https://mvep.gov.hr/vanjska-politika/medjunarodne-mjere-ogranicavanja/22955

ITALIE

https://www.esteri.it/it/politica-estera-e-cooperazione-allo-sviluppo/politica_europea/misure_deroghe/

CHYPRE

https://mfa.gov.cy/themes/

LETTONIE

https://www.fid.gov.lv/en

LITUANIE

https://www.urm.lt/en/lithuania-in-the-region-and-the-world/lithuanias-security-policy/international-sanctions/997

LUXEMBOURG

https://maee.gouvernement.lu/fr/directions-du-ministere/affaires-europeennes/organisations-economiques-int/mesures-restrictives.html

HONGRIE

https://kormany.hu/kulgazdasagi-es-kulugyminiszterium/ensz-eu-szankcios-tajekoztato

MALTE

https://smb.gov.mt/

PAYS-BAS

https://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/internationale-sancties

AUTRICHE

https://www.bmeia.gv.at/themen/aussenpolitik/europa/eu-sanktionen-nationale-behoerden/

POLOGNE

https://www.gov.pl/web/dyplomacja/sankcje-miedzynarodowe

https://www.gov.pl/web/diplomacy/international-sanctions

PORTUGAL

https://portaldiplomatico.mne.gov.pt/politica-externa/medidas-restritivas

ROUMANIE

http://www.mae.ro/node/1548

SLOVÉNIE

http://www.mzz.gov.si/si/omejevalni_ukrepi

SLOVAQUIE

https://www.mzv.sk/europske_zalezitosti/europske_politiky-sankcie_eu

FINLANDE

https://um.fi/pakotteet

SUÈDE

https://www.regeringen.se/sanktioner

Adresse à utiliser pour les notifications à la Commission européenne:

Commission européenne
Direction générale de la stabilité financière, des services financiers et de l'union des marchés des capitaux (DG FISMA)
Rue de Spa 2
1049 Bruxelles
BELGIQUE
Courriel: relex-sanctions@ec.europa.eu».